

d'exportation comme le bois d'oeuvre, l'acier, l'uranium et les framboises, pour n'en nommer que quelques-unes. En outre, ces droits sont appliqués de façon de plus en plus agressive et indisciplinée. Voilà un obstacle dont nous aimerions discuter dans le cadre de toute négociation commerciale.

Notre accès global au marché américain risque de s'éroder de plus en plus. Il y a aujourd'hui au Congrès au-delà de trois cent projets de loi à saveur protectionniste. Ils s'attaquent ou ont déjà porté préjudice à 6 milliards de dollars d'exportations canadiennes et à 140 000 emplois; ils touchent toutes les régions du pays et une vaste gamme de produits de base.

Voilà où en sont les choses en ce qui concerne le Congrès. Ajoutons à cela que divers États inventent d'autres moyens de mettre un frein à nos exportations. Cet été, par exemple, quatre États de l'Ouest ont interdit l'entrée du porc canadien, sous prétexte qu'ils désapprouvaient les antibiotiques qu'on administrait à nos cochons.

Même lorsque nous venons à bout des mesures protectionnistes, l'effet positif n'est que temporaire. Une victoire de notre part amène tout simplement les représentants du Congrès à modifier la loi de façon à nous rattraper au tournant. Il plane donc une incertitude constante sur nos exportations, et cette situation a naturellement un impact sur l'investissement dans les industries en cause.

L'une des menaces les plus sérieuses à l'heure actuelle concerne l'industrie du bois d'oeuvre. Les Américains achètent plus de la moitié de tout ce que nous produisons, et 60 000 emplois sont en jeu au Canada. Il y a trois ans, un projet visant à imposer de nouveaux droits sur le bois d'oeuvre canadien a été défait au Congrès; aujourd'hui, celui-ci est saisi de trois projets de loi distincts qui limiteraient nos ventes de bois d'oeuvre résineux.

L'industrie canadienne de l'acier est elle aussi périodiquement menacée. Nous avons réussi il y a un an à éviter que les États-Unis n'appliquent des mesures de sauvegarde qui auraient frappé des exportations canadiennes totalisant un milliard de dollars. Mais nous n'avons toujours pas de solution permanente au problème.

Au nombre des autres exportations visées figurent le sucre, le poisson, le sel, les framboises, les bleuets... pour n'en nommer que quelques-unes. On parle même aux États-Unis d'imposer des surtaxes sur toutes les importations; cette mesure porterait un dur coup à notre économie. Selon les estimations, une réduction de 10 % seulement de nos exportations pourrait faire perdre leur emploi à un quart de million de Canadiens.